

Cote du document: EB 2012/105/R.13
Point de l'ordre du jour: 7 b) iii)
Date: 1^{er} mars 2012
Distribution: Publique
Original: Anglais

F



Ouvrer pour que les
populations rurales pauvres
se libèrent de la pauvreté

Mémorandum du Président

Proposition de prêt supplémentaire à la République de Madagascar pour le

Projet d'appui au développement de Menabe et Melaky

Note pour les représentants au Conseil d'administration

Responsables:

Questions techniques:

Norman Messer
Chargé de programme de pays
téléphone: +39 06 5459 2738
courriel: n.messer@ifad.org

Transmission des documents:

Kelly Feenan
Chef du Bureau des organes
directeurs
téléphone: +39 06 5459 2058
courriel: gb_office@ifad.org

Conseil d'administration — Cent cinquième session
Rome, 3-4 avril 2012

Pour: **Approbation**

Table des matières

Sigles et acronymes	ii
Carte de la zone du projet	iii
Résumé du financement	iv
Recommandation d'approbation	1
I. Contexte stratégique et justification	1
A. Contexte national, développement et pauvreté en milieu rural	1
B. Justification et alignement sur les priorités du gouvernement et sur le COSOP axé sur les résultats	1
II. Description du projet	2
A. Zone d'intervention et groupe cible	2
B. Objectif de développement du projet	2
C. Composantes/résultats	2
III. Exécution du projet	3
A. Approche	3
B. Cadre organisationnel	3
C. Planification, suivi-évaluation, apprentissage et gestion des savoirs	3
D. Gestion financière, passation des marchés et gouvernance	3
E. Supervision	3
IV. Coût, financement et avantages du projet	3
A. Coût du projet	3
B. Financement du projet	4
C. Résumé des avantages et analyse économique	4
D. Durabilité	5
E. Identification et atténuation des risques	5
V. Considérations d'ordre institutionnel	5
A. Respect des politiques du FIDA	5
B. Alignement et harmonisation	5
C. Innovations et reproduction à plus grande échelle	5
D. Participation à l'élaboration des politiques	6
E. Modifications qu'il est proposé d'apporter à l'accord de financement	6
VI. Instruments juridiques et autorité	6
VII. Recommandation	6
Appendices	
I. Logical framework (Cadre logique)	1
II. Key reference documents (Principaux documents de référence)	2

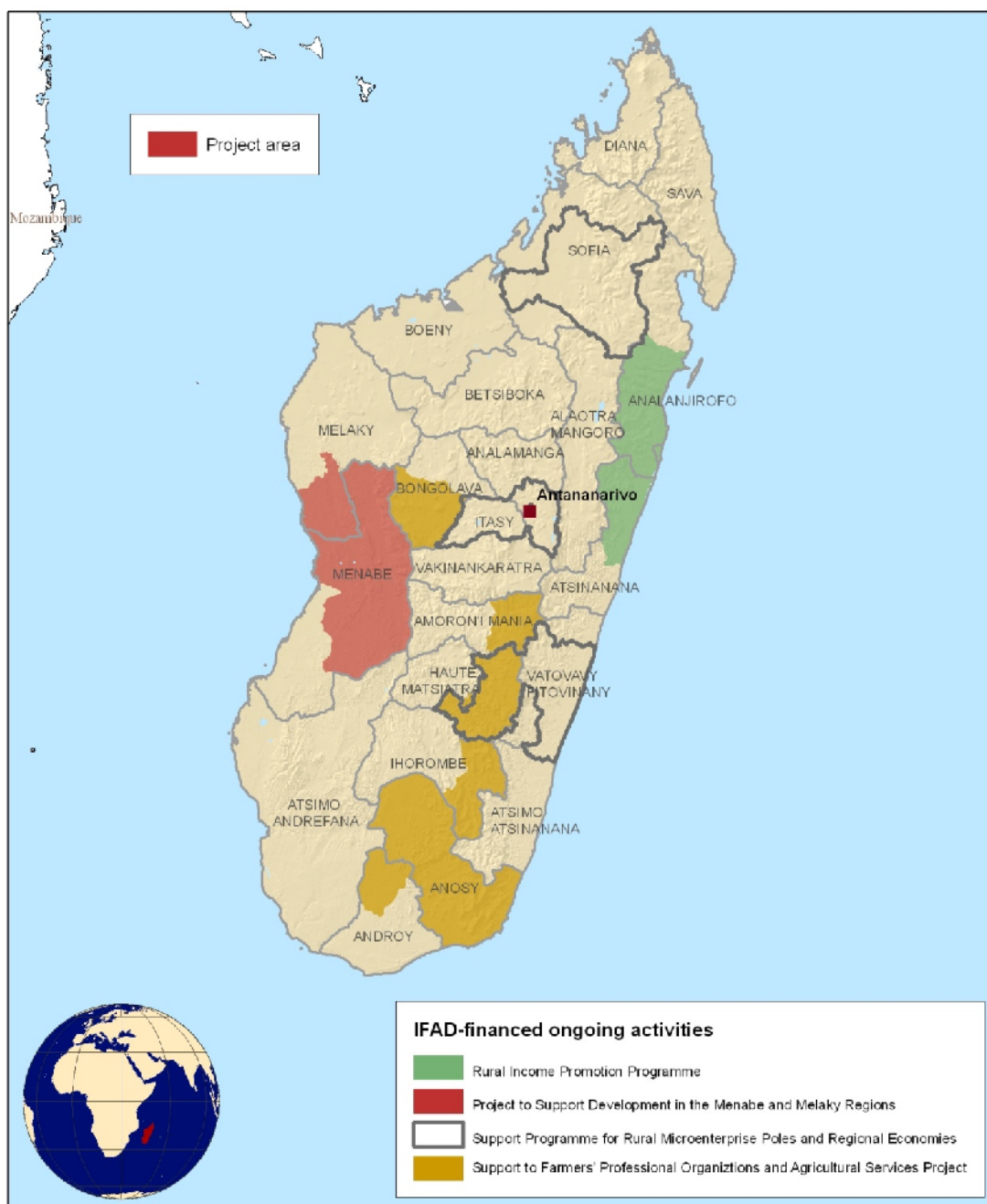
Sigles et acronymes

AD2M	Projet d'appui au développement de Menabe et Melaky
MAP	Plan d'action Madagascar
PNF	Programme national foncier
PSA	Programme sectoriel agricole

Carte de la zone du projet

Madagascar

Project to Support Development in the Menabe and Melaky Regions,
Supplementary Funding



Source: FIDA

Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.

République de Madagascar

Prêt supplémentaire pour le Projet d'appui au développement de Menabe et Melaky

Résumé du financement

Institution initiatrice:	FIDA
Emprunteur:	République de Madagascar
Organisme d'exécution:	Ministère de l'agriculture
Coût total du projet:	26,27 millions d'USD
Montant du prêt du FIDA:	3,35 millions de DTS (équivalant approximativement à 5,17 millions d'USD)
Conditions du prêt du FIDA:	Particulièrement favorables
Montant du prêt initial du FIDA:	13,12 millions d'USD
Montant du don initial du FIDA:	365 000 USD
Cofinanceurs:	Union européenne ONG (dont Intercoopération – Fondation suisse pour le développement et la coopération internationale)
Montant du cofinancement:	Union européenne: 3,96 millions d'USD ONG: 442 000 USD
Conditions du cofinancement:	40 ans, y compris un différé d'amortissement de 10 ans, avec une commission de service de trois quarts de point (0,75%) par an
Contribution de l'emprunteur:	2,68 millions d'USD
Contribution des bénéficiaires:	0,527 million d'USD
Institution chargée de la préévaluation:	FIDA
Institution coopérante:	Supervision directe par le FIDA

Recommandation d'approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative à la proposition de financement supplémentaire en faveur de la République de Madagascar pour le Projet d'appui au développement de Menabe et Melaky, telle qu'elle figure au paragraphe 33.

Mémoire du Président

Proposition de prêt supplémentaire à la République de Madagascar pour le Projet d'appui au développement de Menabe et Melaky

I. Contexte stratégique et justification

A. Contexte national, développement et pauvreté en milieu rural

1. Le document de stratégie pour la réduction de la pauvreté adopté en 2003 et le Plan d'action Madagascar (MAP) préparé en 2006 décrivent la politique malgache en faveur de la croissance économique et de la réduction de la pauvreté. Les progrès réalisés par Madagascar sur le front de la réduction de la pauvreté se traduisent par une amélioration de son classement dans l'indicateur du développement humain (Programme des Nations Unies pour le développement, 2010), le pays se situant désormais au 135^e rang sur 169 pays. Mais la pauvreté ne recule que lentement, au rythme moyen de 1,2% par an. En 2007, elle restait une réalité pour 66,3% de la population. Il existe de vastes disparités entre les villes et les campagnes, où 75% de la population est pauvre. Pour parvenir à réduire la pauvreté de 50% d'ici à 2012 (l'un des objectifs du MAP) et de 35% d'ici à 2015 (l'un des Objectifs du Millénaire pour le développement), le rythme de ce recul devra être trois fois plus rapide.
2. L'agriculture, qui est le pilier de l'économie nationale, emploie 80% des familles malgaches sur 2,5 millions d'exploitations agricoles et contribue à hauteur de 27% au PIB et de 47% au PIB agricole (1984-2005). La production de riz, l'aliment de base principal, qui représente 70% de la production agricole totale, a baissé, passant de 284 kg à 161 kg par habitant par an entre 1970 et 2003. Les rendements stagnent autour de 2,1 tonnes par hectare depuis 30 ans, et le pays importe actuellement entre 5% et 10% du riz qu'il consomme. Malgré son potentiel agroécologique incontestable, les résultats médiocres du secteur sont l'une des causes principales de la pauvreté rurale. Pour développer le secteur agricole, l'amélioration de la sécurité foncière et des méthodes de culture, l'intensification de l'agriculture, l'accès aux services financiers, à des intrants et équipements adaptés, aux zones de production et à des débouchés rémunérateurs sont des éléments cruciaux.

B. Justification et alignement sur les priorités du gouvernement et sur le COSOP axé sur les résultats

3. En avril 2006, le Conseil d'administration a approuvé l'octroi d'un prêt et d'un don à la République de Madagascar pour financer le Projet d'appui au développement de Menabe et Melaky (AD2M)¹. Le prêt du FIDA, d'un montant de 9,1 millions de DTS (équivalant approximativement à 13,12 millions d'USD), a été accordé à des conditions particulièrement favorables et a été complété par un don de 255 000 DTS (équivalant approximativement à 365 000 USD). Le coût total estimé du projet

¹ EB 2006/87/R.14/Rev.1

s'élevait à 23,43 millions d'USD, y compris le financement parallèle attendu du Compte du Millennium Challenge.

4. Le Programme national de développement rural (PNDR), le MAP et le Programme sectoriel agricole (PSA) encadrent le développement agricole et rural. Le PNDR (2005) a mis l'accent sur l'intégration de la production rurale dans l'économie marchande, le développement de pôles de croissance économique en fonction des avantages comparatifs régionaux et la promotion des filières ayant des perspectives prometteuses à l'exportation. Le MAP (2006) définit six enjeux pour le secteur agricole: sécuriser la propriété foncière; donner accès à des services financiers ruraux adaptés; lancer une révolution verte durable; promouvoir des activités orientées sur le marché; diversifier l'activité agricole; accroître la valeur ajoutée agricole et développer le secteur agro-industriel. Le PSA (2008) énonce le cadre opérationnel et budgétaire applicable à la période 2008-2012 pour atteindre les objectifs fixés pour le secteur dans le MAP. Il inclut un plan d'action comportant 12 sous-programmes pour relever les défis recensés dans le MAP. Le PSA était en suspens depuis 2009 mais le processus de formulation a repris en octobre 2011, conformément au Programme détaillé de développement de l'agriculture africaine.
5. Les activités que le financement supplémentaire proposé permettra de financer sont en tout point conformes aux stratégies nationales de Madagascar. Dans le cas du projet AD2M, l'augmentation budgétaire se justifie par la nécessité de renforcer les capacités et la base productive de la population pauvre des zones du projet (ouvrages d'irrigation et pistes de desserte) et d'accroître sa capacité de commercialisation, le but étant d'améliorer sensiblement les résultats et l'impact des investissements réalisés jusqu'à présent. De plus, elle permettra également d'investir davantage dans l'amélioration de la gouvernance locale et la sécurisation foncière, notamment dans les nouveaux périmètres irrigués.

II. Description du projet

A. Zone d'intervention et groupe cible

6. Le projet couvre plusieurs districts regroupant 21 communes rurales situées dans les deux régions de Menabe et Melaky. Quarante mille ménages (environ 200 000 personnes), soit 40% des habitants de la zone, devraient en bénéficier directement. D'ici à la fin du projet, la moitié de la population ciblée aura vu sa sécurité foncière renforcée. La zone du projet, le groupe cible et la participation, les objectifs de développement, l'harmonisation et l'alignement demeurent inchangés par rapport à ceux indiqués dans le rapport du Président et récapitulés ci-après.

B. Objectif de développement du projet

7. Le projet a pour objectif d'améliorer l'accès des ruraux pauvres à la terre et à l'eau afin d'optimiser la production agricole et de garantir un accroissement durable de leurs revenus. Il appuie l'amélioration de la sécurité foncière et de la production agricole ainsi que la gestion des bassins versants. Il s'attache également à renforcer l'appui à l'approche-filière et à relier les producteurs aux marchés.

C. Composantes/résultats

8. Les deux composantes techniques du projet demeurent les mêmes: i) appui à la gouvernance locale et à la sécurisation foncière; et ii) appui à la mise en valeur durable de la base productive.
9. Avec ce prêt supplémentaire, il ne sera pas ajouté de nouvel objectif ou de nouvelle composante. Depuis l'examen du portefeuille effectué en décembre 2008, toutes les missions de supervision, l'examen à mi-parcours (septembre 2009) et l'examen du portefeuille le plus récent (mars 2011) ont recommandé de renforcer et d'accélérer les activités d'appui au développement durable de la production, en appliquant une approche axée sur le développement des filières. Les fonds supplémentaires serviront à renforcer ou à réorienter certaines activités dans les domaines de la

sécurisation foncière et de l'agriculture pour passer définitivement de l'approche utilisée dans le cadre de la deuxième composante (mise en valeur durable de la base productive) à une approche fondée sur les filières et l'accès aux marchés.

III. Exécution du projet

A. Approche

10. Le Ministère de l'agriculture, qui est l'agent principal du projet, est chargé de coordonner l'exécution par l'intermédiaire d'une unité de coordination installée à Morondava. Après un bon démarrage en 2006, les activités ont pris du retard en 2007. Entre juin et octobre 2008, les mesures prises pour réorganiser l'équipe chargée du projet ont permis d'améliorer les prestations fournies et, dans une large mesure, les décaissements.

B. Cadre organisationnel

11. Au 31 juillet 2011, après quatre ans et demi d'exécution, les résultats du projet étaient satisfaisants; un montant total de 4,73 millions de DTS (équivalant approximativement à 7,3 millions d'USD) a été décaissé, soit 52% du prêt. À l'heure actuelle, l'ensemble du personnel et des ressources logistiques sont en place, et l'unité de gestion du projet, ses annexes décentralisées et les ONG partenaires sont pleinement opérationnelles et se chargent de la gestion et de l'exécution de toutes les activités du projet.

C. Planification, suivi-évaluation, apprentissage et gestion des savoirs

12. Le projet relève de l'unité chargée du programme de pays (CAPFIDA, voir www.capfida.mg) et participe à l'initiative de suivi-évaluation (S&E) et de gestion des savoirs dite ZARAFIDA ou SEGS (Suivi-évaluation et gestion des savoirs).

D. Gestion financière, passation des marchés et gouvernance

13. L'acheminement des fonds suivra les voies et procédures mises en place pour le projet existant. Le FIDA administrera le prêt et supervisera directement le projet. Aucune dérogation aux Conditions générales applicables au financement du développement agricole et aux politiques opérationnelles du FIDA n'est prévue.

E. Supervision

14. Le projet AD2M est directement supervisé par le FIDA depuis 2009.

IV. Coût, financement et avantages du projet

A. Coût du projet

15. Le tableau ci-après indique le coût du projet AD2M après actualisation des dépenses. Le financement supplémentaire d'un montant de 5,17 millions d'USD permettra de renforcer les activités destinées à développer la base productive et, en particulier, de financer les mesures visant à faciliter l'accès des producteurs aux marchés et à développer le secteur agricole en recourant à une approche-filière. Plus précisément, il permettra: i) de développer l'accès aux zones de production agricole; ii) de procéder aux adaptations requises pour accroître la production destinée aux marchés identifiés; iii) de structurer les services; et iv) de créer des partenariats entre producteurs et entités du secteur privé tout au long des filières dans les régions d'intervention.

Tableau
Récapitulatif du coût du projet AD2M
(en milliers d'USD)

<i>Composante/sous-composante</i>	<i>FIDA (prêt + don)</i>	<i>Autres donateurs</i>	<i>Coût actuel</i>	<i>Avec un prêt supplémentaire du FIDA de 5,17 millions d'USD</i>
1. Appui à la gouvernance locale et à la sécurisation foncière	6 119	1 308	7 427	9 947
Gouvernance locale et renforcement des capacités (y compris don du FIDA)	3 459	519	3 978	4 986
Appui à la sécurisation foncière au niveau régional	1 836	615	2 451	3 603
Appui à la mise en œuvre du PNF au niveau national	824	174	998	1 358
2. Appui à la mise en valeur durable de la base productive	5 591	5 777	11 368	13 568
Pistes rurales, accès, transport et commercialisation	1 291	1 324	2 615	3 820
Production durable	1 504	1 079	2 583	2 678
Développement agricole	2 796	3 374	6 170	7 070
3. Gestion du projet et S&E	1 770	535	2 305	2 755
Coût total	13 480	7 620	21 100	26 270

B. Financement du projet

16. Avec ce nouveau financement, le coût total du projet s'élève à environ 26,27 millions d'USD. Les sources de financement en sont les suivantes: i) un prêt supplémentaire du FIDA d'un montant en DTS équivalant à 5,17 millions d'USD; ii) le prêt initial du FIDA, d'un montant de 9,1 millions de DTS (équivalant approximativement à 13,12 millions d'USD); iii) le don initial du FIDA, d'un montant de 255 000 DTS (équivalant approximativement à 365 000 USD); iv) un montant de 3,96 millions d'USD de l'Union européenne; v) un montant de 442 000 USD des ONG (dont Intercooperation); vi) un montant de 2,68 millions d'USD du gouvernement; et vii) un montant de 527 000 USD des bénéficiaires.
17. La République de Madagascar prend à sa charge le financement des taxes et des droits d'importation.

C. Résumé des avantages et analyse économique

18. L'accroissement des revenus est calculé sur la base des avantages économiques découlant des principales cultures et des superficies cultivées. Il a été estimé sur la base du salaire des journaliers (les tâches agricoles sont budgétisées sur la base d'un salaire de 3 000 ariarys par jour). Dans les cas où les tâches agricoles sont exécutées par des membres de la famille non rémunérés, l'accroissement des revenus attendu dépend de la culture – les revenus doubleront pour le riz, l'horticulture et le tabac, et seront multipliés par 1,50 pour les autres cultures ainsi que pour l'élevage de petits animaux. La production vivrière devrait passer de 68 000 tonnes à 165 000 tonnes sous l'effet du développement et de l'intensification de la production, de l'amélioration de la sécurité alimentaire et de la commercialisation entraînant une hausse substantielle des revenus.
19. Si le prêt supplémentaire proposé est approuvé, il sera possible d'atteindre le taux de rendement économique du projet estimé lors de la préévaluation, à savoir 26,6%.

D. Durabilité

20. La durabilité fait partie intégrante du projet du fait de l'appui fourni aux organisations paysannes, aux institutions de financement rural, aux organismes décentralisés (communes, districts), aux ONG et aux prestataires de services du secteur privé qui poursuivront les activités à la fin du projet. Les avantages obtenus jusqu'à présent, par exemple l'augmentation des revenus et l'amélioration de la sécurité alimentaire des ménages, sont en toute probabilité durables; ils sont bien pris en compte et suivis par le dispositif de S&E du projet et, au niveau national, par CAPFIDA.

E. Identification et atténuation des risques

21. D'après le document de conception du projet, l'un des risques majeurs tient à l'isolement et à la taille de la zone du projet (45 000 km²). Parmi les risques énumérés dans le rapport du Président figure la possibilité que tous les partenaires financiers ne respectent pas leurs engagements respectifs.
22. Jusqu'à présent, la crise politique actuelle n'a pas eu d'incidence sur l'exécution du programme de pays. Tous les projets sont en cours d'exécution et continuent à venir en aide à la population locale; le gouvernement de fait assure le service de sa dette envers le FIDA et fournit toutes les ressources de contrepartie. Par ailleurs, sous la conduite de l'ancien chargé de programme de pays, l'unité chargée du programme de pays et l'unité de gestion du projet AD2M ont déjà pris des mesures pour éviter toute interruption grave des activités. Ces mesures se sont avérées efficaces et le projet a pu poursuivre ses activités sans perturbation en dépit de la crise politique.

V. Considérations d'ordre institutionnel

A. Respect des politiques du FIDA

23. Les objectifs du projet sont conformes au programme d'options stratégiques pour le pays du FIDA (2007-2012). À Madagascar, le FIDA est reconnu pour son savoir-faire dans le domaine de la production agricole et jouit d'un avantage comparatif important dans ce domaine.
24. À l'issue des procédures d'évaluation environnementale du FIDA, le projet a été classé dans la catégorie B, car il est peu probable qu'il ait un impact environnemental néfaste significatif.
25. En matière d'égalité des sexes, la stratégie du projet suit la politique nationale, la stratégie du FIDA en la matière et l'expérience et les meilleures pratiques mises au point dans des projets antérieurs à Madagascar.

B. Alignement et harmonisation

26. Le projet s'inscrit pleinement dans la politique gouvernementale de décentralisation, le MAP et le PSA. L'appui offert par le projet aux organisations rurales et aux communautés locales est défini et détaillé dans les plans communaux de développement des zones d'intervention. Le projet fait partie du programme national de réforme foncière, le Programme national foncier (PNF). Tous les cofinanceurs ont signé un accord de partenariat. Les activités mises en œuvre au niveau régional sont précisées dans le PNF et seront par la suite étendues à l'ensemble du pays. Des partenariats spécifiques ont été mis en place dans le cadre du projet, par exemple avec Intercoopération – Fondation suisse pour le développement et la coopération internationale – ainsi qu'avec des organisations locales pour ce qui est de la composante concernant la gouvernance locale.

C. Innovations et reproduction à plus grande échelle

27. Dans la mesure où son savoir-faire est largement reconnu à Madagascar, le FIDA est bien placé pour innover dans le domaine du développement rural. Promouvoir et introduire l'innovation est un moteur essentiel du projet. Une formation pratique et

ciblée à l'intention des producteurs sera nécessaire pour assurer la reproduction à plus grande échelle.

D. Participation à l'élaboration des politiques

28. Le projet, et en particulier sa première composante (appui à la gouvernance locale et à la sécurisation foncière), entend piloter la mise en œuvre de la politique foncière au niveau régional. En associant de très près les associations d'irrigants et d'autres groupes d'usagers des infrastructures et des ressources, le projet pourra utilement contribuer à la concertation sur les questions se rapportant à l'exploitation et à l'entretien des infrastructures décentralisées ainsi qu'à la gestion communautaire des ressources naturelles, notamment de l'eau. La stratégie d'intervention du projet AD2M est conforme à la politique malgache de décentralisation. Le projet appuie le renforcement des capacités des autorités communales ainsi que des comités communaux et régionaux de planification et de suivi des activités de développement. Il aide par ailleurs les communes à définir les activités à inclure dans leur plan de développement. Les actions de développement sont donc coordonnées et harmonisées avec l'appui extérieur, ce qui favorise l'appropriation par les communautés bénéficiaires. L'appui fourni par le projet aux organisations rurales et aux collectivités locales est indiqué en détail dans les plans communaux de développement des zones d'intervention.

E. Modifications qu'il est proposé d'apporter à l'accord de financement

29. Une fois approuvé par le Conseil d'administration, l'accord de financement sera modifié de manière à tenir compte du financement supplémentaire du FIDA. Ce financement renforce le plan de financement initialement approuvé au moment de la conception et n'entraîne aucune modification du descriptif du projet.

VI. Instruments juridiques et autorité

30. Un amendement à l'actuel accord de financement entre la République de Madagascar et le FIDA constitue l'instrument juridique aux termes duquel le financement supplémentaire proposé sera consenti à l'emprunteur/au bénéficiaire.
31. La République de Madagascar est habilitée, en vertu de ses lois, à recevoir un financement du FIDA.
32. Je certifie que le financement proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA et aux Principes et critères en matière de prêts.

VII. Recommandation

33. Je recommande que le Conseil d'administration approuve le financement supplémentaire proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds fera à la République de Madagascar un prêt supplémentaire à des conditions particulièrement favorables d'un montant équivalant à trois millions trois cent cinquante mille droits de tirage spéciaux (3 350 000 DTS), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

Le Président
Kanayo F. Nwanze

Logical framework

Ranking of Objectives	Performance Indicators	Means of Verification	Critical Assumptions and Risks
<p>Overall project objective: Improve good governance and land security for the rural poor living in the western part of the country, to promote the sustainable development of their agricultural productive base</p> <p>Specific objectives: 1- Support implementation of the decentralized land use management policy(under the framework of National Land Use Management Plan (PNF) and the Land and Property Rights Directorate (DDSF) nationally, and carry out community land use planning actions regionally (Menabe and Melaky) to ensure sustainable land tenure security and rights to the rural poor 2- Improve the productive base of the target sustainably, through: optimization of production and improved management of small watersheds and application of erosion control and agroecological techniques for environmental conservation; intensification of farming operations and diversification of income earning opportunities through financing micro-projects and capacity-building for farmers' organizations.</p> <p>Outputs/Components Component 1– Support to local governance and land tenure security (Local governance, capacity building and empowerment of farmers organisations, Regional and local support for land titling in the project areas, Strengthening of national plan, institutions and services). Result 1: Establishment of farmers' organizations and capacity-building within the project areas Result 2:PNF is prepared at the national level and implemented in the rural communes within the project intervention area Result 3: Access to land and titling of property rights are assured for poor populations in small watersheds and on hillside slopes in the communes within the project area Result 4:regulatory framework for watershed management is defined nationally and implemented in</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Rate of reduction in prevalence of extreme poverty, + malnutrition (children under five) -Progress achieved on regulations relating to land tenure and agricultural development. <p>National level</p> <ul style="list-style-type: none"> - Actual use of public expenditure incurred for implementation of this project; - Changes in socio-economic impact indicators [RIMS] - Funds mobilized to support the National Land Use Plan (PNF) and Land and Property Rights Directorate (DDSF) approach <p>Project areas</p> <ul style="list-style-type: none"> - Number of households benefiting from project activities (target 40,000 households) - Literacy rate among women and men - training sessions in PNF and DDSF services - communal land kiosks set up and operational - households and women having gained access to land titles (RIMS) - Number of awareness-raising meetings held at the <i>fokontany</i> (FKT) and commune level <p>Targets: 21 communes titled; 10 communal offices set up; and 2 100 more families with access to land.</p> <ul style="list-style-type: none"> - households benefiting project activities and with improved food security (RIMS) - farmers by gender having adopted the technologies recommended (RIMS) - Increase in hectares under rice, soybeans, maize, cassava and vegetables (RIMS) and holdings of zebu cattle - cases and areas where agroecological techniques have been adopted - improvement in soil upgrading and protection - farmers' organizations operational, and number of members , FO chaired by women <p>-Target: Capacity building of 40,000 poor farm households.</p> <ul style="list-style-type: none"> - 5 600 new producers with access to irrigated plots - 10 000 hectares of additional cultivated area - 90 000 tonnes of additional produce - 580 diversification microprojects carried out (2 000 	<ul style="list-style-type: none"> -Poverty surveys and reports; -RIMS data collected by the project - Govt. statistical reports. <ul style="list-style-type: none"> -Project Regional poverty surveys - Project impact surveys (start-up, midterm, completion) <ul style="list-style-type: none"> - Monitoring and evaluation surveys - Food Security and Nutrition Programme (SEECALINE) statistics <ul style="list-style-type: none"> - Annual impact assessment reports - DDSF studies and consultations - Land inventory records - Monitoring and evaluation reports of land services. 	<ul style="list-style-type: none"> -Govt's and donor commitments; -Rapid approval, legislation and enactment of proposed policies and regulations -- Political stability - Debt management and donor support - National policy favouring agricultural development <ul style="list-style-type: none"> - Absence of natural catastrophes or exceptional climatic events - Producers' capacity to adopt a medium-term strategy <ul style="list-style-type: none"> - Government support for operational implementation of the PNF - Capacity of national and regional land offices to evolve - Effectiveness of decentralization and coordination among donors (Millennium Challenge Account [MCA], European Union [EU]) - Motivation of populations to develop - Mobilization of populations to organize themselves - Degree of acceptance of new techniques - Availability of quality service providers

Ranking of Objectives	Performance Indicators	Means of Verification	Critical Assumptions and Risks
<p><i>the project area</i></p> <p>Component 2 – Sustainable development of the productive base (Strengthening farming systems of agricultural production, Development of productive infrastructures)</p> <p>Result 1: <i>Inland valleys, small watersheds and hillside slopes in the project areas are optimized, taking into account environmental protection issues,</i></p> <p>Result 2: <i>Intensification of farming operations and diversification (microprojects) in the project areas</i></p> <p>Result 3: <i>Construction of 650 km of feeder roads</i></p>	<p>beneficiaries)</p>		

Principaux documents de référence

Country reference documents

FAO/FIDA/PAM, Initiative sur la flambée des prix alimentaires, Plan d'action à impact rapide, Madagascar, août 2008

FIDA, Initiative SEGS phase II- ZARAFIDA (Suivi-Evaluation et Gestion des Savoirs) du Programme FIDAMadagascar, Manuel de référence, août 2010

FIDA, Initiative SEGS (Suivi-Evaluation et Gestion des Savoirs) du Programme FIDAMadagascar, Manuel de référence, août 2007

Poverty Reduction Strategy Paper (PRSP) adopted in 2003

Madagascar Action Plan (2006)

The National Rural Development Programme (2006)

Ministère de l'Economie, du Commerce et de l'Industrie, Rapport annuel de mise en œuvre du MAP 2007, novembre 2008

UNDP, Human Development Indices, November 2010, http://hdr.undp.org/en/media/HDI_2010_EN_Tables.pdf

IFAD reference documents

Projet d'appui à la gouvernance locale, à la sécurisation foncière et à la mise en valeur durable dans le Menabe et Melaky- Appraisal Report (November 2005)

Cadre stratégique pour 20072010

Strategy for Knowledge Management

Innovation Strategy

Anti-Corruption Policy